

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 13 (1963)
Heft: 3

Artikel: Berlin et le jeu américain à Vichy (Septembre 1940 à décembre 1941)
Autor: Friedländer, Saul
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-80527>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BERLIN ET LE JEU AMÉRICAIN À VICHY

(Septembre 1940 à décembre 1941)¹

Par SAUL FRIEDLÄNDER

En automne 1940, on commence à envisager à Berlin la possibilité d'un conflit prolongé et, par conséquent, l'éventualité d'une entrée en guerre des Etats-Unis. L'objectif premier d'une action militaire américaine sera, de toute évidence, le contrôle des routes de l'Atlantique et donc, probablement, des bases stratégiques que constituent les îles Canaries, les Açores, ainsi que les possessions françaises de l'Afrique occidentale avec le port de Dakar. Les Allemands connaissent l'importance de ces bases et entrevoient le danger d'une telle action, mais le Fuehrer refuse d'entreprendre toute opération préventive, car une initiative de ce genre risquerait de hâter l'intervention américaine que l'on redoute. De plus, les réticences du général Franco et la faiblesse des forces italiennes d'Afrique exigeraient que le Reich déploie un effort militaire con-

¹Abréviations utilisées:

A. A.	Auswärtiges Amt
DFCAA	Délégation française auprès de la Commission d'Armistice
DGFP	Documents on German Foreign Policy
FCNA	Fuehrer Conferences on Naval Affairs
INF III	Informationsstelle III
KTB	Kriegstagebuch
Lgb	Lagebericht
OKW	Oberkommando der Wehrmacht
SkI	Seekriegsleitung
StS	Staatssekretär
WFSt	Wehrmacht Führungsstab
WPr	Wehrmacht Presse- und Propaganda-Abteilung

sidérable pour s'emparer des îles ibériques et des territoires français d'Afrique, effort que Hitler préfère consacrer à une campagne éclair contre l'Union Soviétique. Mais ce qu'ils ne peuvent obtenir par l'action directe, les Allemands vont essayer de l'acquérir par la pression politique sur les gouvernements de Madrid et de Vichy; Berlin veut s'assurer d'une collaboration accordant au Reich le contrôle de fait des bases atlantiques qui, nominalement, resteraient sous souveraineté espagnole ou française.

A Washington, on suit avec inquiétude les manœuvres allemandes et le gouvernement du président Roosevelt décide de contrecarrer, par tous les moyens à sa disposition, la politique que Berlin développe en Espagne et en France non-occupée. L'action que les Américains vont entreprendre à Vichy, la seule qui nous intéresse ici, est un chapitre bien connu de la politique extérieure des Etats-Unis². Par contre, on a peu étudié jusqu'à présent l'évaluation allemande des intentions américaines, ainsi que les moyens préparés ou mis en exécution par Berlin pour mettre fin aux initiatives de Washington. C'est à cet aspect particulier des événements, dont on suivra l'évolution en trois phases successives, de septembre 1940 à décembre 1941, que notre étude est consacrée³.

I

Le 2 septembre 1940, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis signent un accord sur l'échange de cinquante destroyers américains contre la cession à bail aux Etats-Unis de bases anglaises dans l'hémisphère occidental. A Berlin, on interprète cet événement à la fois comme un stade important sur la voie qui mènera l'Amérique à la guerre et comme un succès majeur de la politique expan-

² Voir, entre autres, à ce sujet: WILLIAM D. LEAHY, *I was there*. McGraw-Hill, New York, 1950. — WILLIAM L. LANGER, *Our Vichy Gamble*. Alfred Knopf, New York, 1947. — WILLIAM L. LANGER and S. EVERETT GLEASON, *The Undeclared War*. Harper, New York, 1953.

³ On s'abstiendra d'évoquer ici l'attitude allemande envers la politique américaine dans l'affaire d'Indochine, dans celle des Antilles ou celle des avoirs français bloqués à Washington. Malgré leur intérêt, ces problèmes n'occupent qu'une place secondaire dans les préoccupations des dirigeants du Reich.

sionniste et impérialiste des Etats-Unis. C'est alors que, pour la première fois, le 6 septembre, le commandant en chef des forces navales allemandes, le grand amiral Raeder, attire l'attention du Fuehrer sur le danger qu'il y aurait à laisser les Américains poursuivre la politique qu'ils viennent d'amorcer et s'emparer, entre autres, de bases stratégiques en Afrique occidentale française, particulièrement du port de Dakar⁴.

Quelques jours plus tard, un mémorandum, préparé par l'état-major de la Marine, expose les conséquences stratégiques que pourrait avoir une initiative américaine de ce genre :

«...Un débarquement américain en Afrique occidentale ne se heurterait à aucune difficulté majeure; les Anglo-Saxons s'assureraient ainsi de bases essentielles à une guerre aérienne contre l'Europe et, en cas de défaite de la Grande-Bretagne, d'un tremplin stratégique de premier ordre pour pouvoir continuer la lutte contre le Reich...⁵.»

Les 23, 24 et 25 septembre, les forces françaises libres du général de Gaulle, appuyées par des unités de la flotte britannique, essayent de s'emparer de Dakar et d'entraîner l'Afrique équatoriale française dans la dissidence. La résistance des troupes locales du gouverneur général Boisson fait échouer l'entreprise; mais l'inquiétude allemande concernant le sort des bases africaines croît, d'autant plus que c'est un général peu enclin à la collaboration avec le Reich, Maxime Weygand, qui vient d'être nommé délégué du gouvernement français en Afrique du Nord. Enfin, les Allemands craignent que les Américains ne jouissent dans les territoires français d'Afrique d'une sympathie dont les Anglais ne peuvent se prévaloir.

Le 26 septembre, le grand amiral Raeder mentionne à nouveau le problème de Dakar dans sa conférence avec le Fuehrer et explique :

«...La question de l'Afrique du Nord-Ouest est d'importance décisive. Tout indique que la Grande-Bretagne, aidée par la France gaulliste et probablement aussi par les Etats-Unis, veut faire de cette région un centre de résistance et y installer des bases aériennes qui permettraient d'attaquer l'Italie... Une action doit être entreprise contre Dakar. Les Etats-Unis y ont déjà nommé un consul...⁶.»

⁴ FCNA, 6. 9. 1940, *Brassey's Naval Annual 1948*, London, 1948, p. 134ss.

⁵ KTB/Skl, 10. 9. 1940, Admiralty, London (Ms.).

⁶ FCNA, 26. 9. 1940, *Brassey's*, p. 141—143.

Hitler se refuse à toute initiative qui pourrait hâter l'intervention américaine, mais partage entièrement les craintes du grand amiral. Le 4 octobre, il fait part à Mussolini des soucis que lui cause la situation en Afrique française⁷ et le 23 il en reparle à Franco, lors de l'entrevue de Hendaye :

«...La menace la plus grave pour l'instant», explique le Fuehrer, «reste la possibilité d'une dissidence d'une partie de l'Empire colonial français qui, avec son matériel militaire et ses ressources considérables, passerait dans le camp de de Gaulle, des Anglais ou des Américains...⁸.»

C'est essentiellement dans ce contexte qu'il faut interpréter l'offre de collaboration que, le lendemain, Hitler fait au maréchal Pétain qu'il rencontre à Montoire. La conversation reste vague, mais le vice-président Laval en saisit tout de suite le sens réel et souligne lui-même que c'est surtout en Afrique que les deux pays devront joindre leurs efforts⁹. Le 28 octobre, Hitler, qui rencontre le Duce pour la seconde fois au cours du même mois, redevient plus explicite :

«[Le Fuehrer] mentionna la situation difficile qui serait créée si les Anglais — peut-être comme avant-garde des Américains — s'installaient au Maroc. Il est possible que, ce territoire ne leur appartenant pas, les Anglais le transfèrent aux Américains...¹⁰.»

Le 23 novembre, Roosevelt annonce la nomination de l'amiral William D. Leahy comme ambassadeur des Etats-Unis auprès du gouvernement de Vichy. Le président, inquiet des conséquences possibles de la politique de collaboration franco-allemande, dont l'entrevue de Montoire devient le symbole, se décide ainsi à mettre en œuvre tous les moyens de pression nécessaires pour contrecarrer la politique de l'Axe. L'ex-ambassadeur du Reich à Washington, Hans Dieckhoff, commente la nomination de Leahy et les intentions du président Roosevelt en ces termes :

«Le but que Roosevelt poursuit... est clair... Ce n'est pas d'aider la France qu'il s'agit, mais de nuire à l'Allemagne. L'ancienne politique de

⁷ Conversation Hitler-Mussolini, 4. 10. 1940, *DGFP*, series D, vol. XI, Government Printing Office, Washington, 1960, p. 245ss.

⁸ Conversation Hitler-Franco, 23. 10. 1940, *ibid.*, p. 372ss.

⁹ Conversation Hitler-Pétain, 24. 10. 1940, *ibid.*, p. 385ss.

¹⁰ Conversation Hitler-Mussolini, 28. 10. 1940, *ibid.*, p. 411.

Bullitt est reprise, mais adaptée aux circonstances nouvelles... La tâche de l'amiral Leahy va être d'intervenir autant que possible pour faire obstacle à la collaboration entre l'Allemagne et la France... surtout dans le domaine militaire et colonial...^{11.}»

L'opinion de l'Oberkommando der Wehrmacht est tout aussi catégorique:

«La nomination à Vichy d'un ambassadeur américain avec le rang d'amiral prouve que le gouvernement des Etats-Unis est décidé à intervenir contre les tentatives que fait l'Allemagne pour établir un nouvel ordre européen^{12.}»

L'amiral Leahy ne peut cependant rejoindre immédiatement son poste. C'est le conseiller d'ambassade, Robert D. Murphy, qui attire entre-temps l'attention des Allemands. Au début de décembre, Laval informe les Allemands que Murphy lui aurait déclaré que le gouvernement américain s'inquiétait surtout d'une éventuelle mainmise des Allemands sur le port de Dakar et sur la flotte française^{13.} A Berlin cependant, c'est la possibilité contraire que l'on craint et il est significatif que, le 10 décembre, Hitler donne aux forces armées une directive débutant dans les termes suivants:

«Pour le cas où un mouvement séparatiste se développait dans les territoires coloniaux français actuellement soumis à l'autorité du général Weygand, il y a lieu de préparer au plus vite les modalités d'une occupation de la zone encore non-occupée de la France métropolitaine^{14.}»

Le 12 décembre, le général allemand Warlimont conclut néanmoins son rapport concernant les négociations qu'il vient d'avoir avec des représentants politiques et militaires du gouvernement de Vichy sur une note optimiste:

«L'impression générale de l'ambassadeur allemand à Paris et du représentant de l'OKW reste... qu'il ne peut y avoir de doute quant à la sincérité des intentions (de collaboration) militaires du gouvernement de Pétain^{15.}»

¹¹ Memorandum de Dieckhoff, 24. 11. 1940, *ibid.*, p. 700.

¹² Lgb/WFSt, 26. 11. 1940, Nachlaß Greiner, Bundesarchiv, Koblenz (Ms.).

¹³ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 1457, 10. 12. 1940, *DGFP*, series D, vol. XI, p. 841.

¹⁴ Directive militaire n° 19, 10. 12. 1940, *ibid.*, p. 836.

¹⁵ Rapport de Warlimont, 12. 12. 1940, *ibid.*, p. 863.

Le lendemain, Laval, l'initiateur de la politique de collaboration avec le Reich, est destitué de toutes ses fonctions et mis sous résidence surveillée, avec l'assentiment du maréchal Pétain. Les soupçons du Fuehrer semblent devoir se justifier.

L'ambassadeur du Reich à Paris signale l'influence des «Anglo-Saxons» dans les événements du 13 décembre¹⁶. Pour de nombreux observateurs, le renvoi de Laval n'est qu'un prélude à ce qui va se passer en Afrique. Le 18 décembre, le conseiller de l'ambassade italienne à Berlin, Zamboni, informe le chef du département politique de la Wilhelmstraße de l'opinion de l'ambassadeur d'Italie à Washington :

«Les Etats-Unis qui, pendant les cinq premiers mois suivant la défaite de la France, ont mené à l'égard de ce pays une politique très froide, viennent de changer maintenant de cours et essayent de se rapprocher du gouvernement de Pétain. La mission du nouvel ambassadeur Leahy est d'encourager et d'aider la volonté de résistance des Français à l'égard de l'Allemagne. De plus, l'ambassade américaine à Vichy a pour tâche de coordonner et de développer les efforts entrepris pour obtenir des informations d'ordre militaire concernant la zone méditerranéenne. Le conseiller d'ambassade Murphy devait se rendre à Vichy (de Paris) par le Maroc où il devait contacter Weygand que l'on considérait comme l'adversaire principal de la politique de rapprochement avec l'Allemagne de Laval¹⁷.»

Le 24 décembre, l'attaché militaire du Reich à Lisbonne informe Berlin qu'un lieutenant colonel américain, Russell, qui, officiellement, devait se rendre à Londres, a quitté la capitale portugaise pour l'Afrique du Nord, afin d'y négocier avec Weygand le transfert de Dakar aux Américains¹⁸. Abetz, lui, n'est pas sûr de ce qui se passe en Afrique du Nord. Le 30 décembre, il écrit à Ribbentrop :

«On ne peut encore rien dire de certain quant au but exact du voyage de Murphy en Afrique du Nord. Des membres de l'ambassade américaine prétendent qu'il s'agit d'une simple tournée d'inspection de divers consulats américains...¹⁹.»

¹⁶ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 1556, 18. 12. 1940, *ibid.*, p. 891.

¹⁷ Mémorandum de Wörmann, 18. 12. 1940, *ibid.*, p. 888.

¹⁸ Politische Abteilung IM, Rapport adressé au secrétaire d'Etat, 24. 12. 1940, StS: USA, A. A. Bonn (Ms.).

¹⁹ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 1605, 30. 12. 1940, StS: USA, A. A. Bonn (Ms.).

L'année se termine à Berlin sur une note pessimiste. On ne sait rien de définitif sur les menées des Américains à Vichy et en Afrique du Nord, mais il faut surveiller les Français de plus près que jamais; Hitler l'écrit à Mussolini le 31 décembre:

«...Le gouvernement français a congédié Laval. Les raisons officielles qui me furent communiquées sont fausses. Je ne doute pas un instant que la vraie raison tienne dans le fait que le général Weygand fait, d'Afrique du Nord, des demandes qui équivalent à un chantage, et que le gouvernement de Vichy n'est pas en position de réagir sans risquer de perdre toute l'Afrique du Nord. Je considère aussi comme probable qu'il existe à Vichy même toute une clique qui approuve la politique de Weygand, tout au moins tacitement. Je ne pense pas que Pétain personnellement soit déloyal. Mais on ne sait jamais. Ceci nous commande une vigilance constante et une surveillance attentive des événements²⁰.»

* * *

Le 29 décembre, après avoir quelques jours auparavant exposé son plan d'aide à la Grande-Bretagne, le président Roosevelt déclare que son pays sera désormais «le grand arsenal de la démocratie». Hitler ne mentionne pas le discours du président américain dans sa lettre au Duce du 31 décembre, mais Mussolini, lui, ne peut cacher l'importance qu'il accorde à la déclaration américaine: «L'intervention des Etats-Unis dans la guerre paraît désormais un danger beaucoup plus concret qu'auparavant», déclare-t-il à l'ambassadeur du Reich Mackensen, le 1^{er} janvier 1941²¹. Les problèmes que pose l'évolution rapide de la politique américaine n'en préoccupent pas moins le Fuehrer qui, au cours de sa conférence militaire du 9 janvier, envisage l'éventualité d'une action directe de l'Amérique contre les puissances de l'Axe. Au cours de cette même conférence, Hitler répète combien on ne peut compter sur la loyauté des Français de la zone non-occupée et surtout sur ceux d'Afrique du Nord que dirige le dangereux Weygand. L'hostilité envers le Reich croît en France: «après le renvoi de Laval, „déclare le Fuehrer,” l'Allemagne (pour sa part) n'a plus d'obliga-

²⁰ Texte français de la lettre de Hitler du 31 décembre 1940 dans *Lettres secrètes échangées par Hitler et Mussolini*, Editions du Pavois, Paris, 1946, p. 103ss.

²¹ Télégramme de Mackensen à Ribbentrop, n° 3, 1. 1. 1941, *DGFP*, series D, vol. XI, p. 997.

tions envers la France, et cela vaut peut-être mieux...²².» Dans ces conditions, l'attitude du nouveau ministre français des Affaires étrangères, Pierre-Etienne Flandin, est de la plus haute importance pour le Reich. Or, sur ce point, les informations qui parviennent à Berlin ne sont pas des meilleures. Flandin semble, entre autres, avoir une sympathie particulière pour l'Amérique.

Le 13 janvier, Abetz fait savoir à Ribbentrop, sur la base d'un rapport de Benoist-Méchin, que Flandin aurait déclaré, au cours d'une séance du gouvernement, que la France devait maintenir de bonnes relations avec les Etats-Unis, car elle pourrait peut-être jouer un jour le rôle de médiateur entre le Reich et l'Amérique²³. Le 31 janvier, Abetz informe Berlin que Flandin aurait expliqué à l'ex-ministre des Finances, Germain-Martin, que l'importance de l'aide américaine à la Grande-Bretagne était considérable et ne resterait pas sans effet. En aucun cas, la France ne devait donc mener une politique qui se fonderait sur l'impossibilité d'une victoire des Anglo-Saxons²⁴. Le lendemain, Abetz rapporte que, d'après l'ex-député Montagnon, Flandin essaye d'utiliser l'influence des Américains pour empêcher le retour de Laval au gouvernement. L'ambassadeur Leahy aurait informé le gouvernement français qu'il fallait, pendant quelques semaines encore, résister à la pression allemande concernant la réintégration de Laval. Par ailleurs, Leahy aurait demandé à Flandin que l'ambassadeur de Vichy à Washington, Henry-Haye, soit remplacé par Edouard Herriot. Le ministre français aurait répondu que, pour l'instant, l'envoi de Herriot à Washington était impossible, mais qu'on pourrait envisager de le nommer conseiller du gouvernement...²⁵.

L'influence américaine sur le gouvernement de Vichy semble d'ailleurs croître dans tous les domaines. Ainsi, lorsque les Allemands annoncent au gouvernement français leur intention d'en-

²² Conférence militaire du Fuehrer, 9. 1. 1941, *ibid.*, p. 1056ss.

²³ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 94, 13. 1. 1941, *ibid.*, p. 1078.

²⁴ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 358, 31. 1. 1941, StS: Frank-reich, A. A. Bonn (Ms.).

²⁵ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 383, 1. 2. 1941, *DGFP*, series D, vol. XII, Government Printing Office, Washington, 1962.

voyer à Casablanca une commission de contrôle pour les questions d'armements et d'hydrocarbures, le délégué français à la commission d'armistice de Wiesbaden essaye d'empêcher la mise en œuvre de ce projet en invoquant «la susceptibilité des Etats-Unis pour tout ce qui concerne la présence allemande sur la côte de l'Atlantique...²⁶.» Le 7 janvier, l'attaché militaire du Reich à Washington informe Berlin de l'arrivée aux Etats-Unis d'une mission de spécialistes français de l'aéronautique avec, probablement, l'intention d'acheter clandestinement du matériel militaire²⁷.

L'amiral Leahy était arrivé à Vichy au début de janvier. Son entrée en fonctions soulève la même vague de commentaires et de spéculations que le fit sa nomination en novembre 1940.

Un rapport des services secrets allemands du 23 janvier affirme que Leahy a pour instruction de se rendre compte, avant tout, du degré d'indépendance du gouvernement de Vichy à l'égard du Reich; ce n'est que sur la base du compte-rendu de l'ambassadeur que l'on décidera, à Washington, de la politique à suivre envers le gouvernement du maréchal Pétain²⁸. Cette information concorde avec un rapport de l'ambassadeur Abetz qui, le 17 janvier, informait Ribbentrop du contenu de la lettre de créance que Leahy aurait remise au maréchal; le texte, transmis à l'ambassadeur allemand par un Français «sûr», ne contiendrait rien de plus que les formules de politesse en usage²⁹. En revanche, l'ambassade du Reich à Washington croit savoir que Leahy a déjà reçu des instructions concrètes:

«Le rôle de Leahy semble être d'expliquer clairement au gouvernement français qu'il peut compter sur l'appui total des Etats-Unis s'il abandonne la politique de coopération avec l'Allemagne et, plus encore, s'il passe en Afrique du Nord et reprend la lutte ouverte contre l'Allemagne. Les vœux

²⁶ Extrait du compte rendu n° 11462 de la séance «Pétrole» du 15. 1. 1941, *DFCAA*, vol. III, Imprimerie Nationale, Paris, 1952, p. 477ss.

²⁷ Télégramme de Bötticher à Berlin, n° 31, 5. 1. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, Nr. 45/41, 7. 1. 1941, OKW/WPr, US National Archives (Ms.).

²⁸ Note de Heydrich à Ribbentrop, 23. 1. 1941, Inland IIg: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.).

²⁹ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 158, 17. 1. 1941, StS: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.).

de Nouvel An que Roosevelt vient d'adresser à Pétain, l'envoi de produits alimentaires par la Croix-Rouge américaine en zone non-occupée, le renoncement aux bases martiniquaises, les compliments adressés à Darlan, ami et collègue d'armes de Leahy, sont des signes de faible importance et qui n'engagent à rien, mais paraissent néanmoins comme des avances dont le but serait de prouver la volonté des Américains d'entreprendre une action plus considérable en cas de nécessité³⁰.»

D'autres commentaires replacent la mission Leahy dans un contexte plus vaste. Le président Roosevelt veut, à la suite du bouleversement de ses plans, consécutif à la signature du Pacte Tripartite, reprendre la situation en main en envoyant des émissaires spéciaux dans certains pays ou régions particulièrement importants pour la stratégie américaine: Hopkins à Londres, Currie en Chine, Leahy à Vichy et Donovan dans les Balkans³¹.

Le colonel Donovan occupe une place de choix dans les préoccupations allemandes et on lui prête, en plus de ses autres missions, le rôle d'agent spécial pour les affaires françaises et nord-africaines, aux côtés de Leahy et de Murphy. Dès décembre 1940, les autorités allemandes avaient demandé à Vichy d'interdire à Donovan l'entrée de tous les territoires français soumis à son contrôle³². Le 2 février, on rappelle cette demande car des rumeurs circulent sur son arrivée imminente à Casablanca³³. Le 5 février, les Allemands le croient en route pour la Syrie³⁴, nouvelle démentie le 7³⁵. Le 8 février, l'ambassadeur du Portugal à Londres fait part à Lisbonne d'une information qui est retransmise à Berlin: Donovan aurait pour mission d'évaluer les quantités d'armes nécessaires au gouvernement de Vichy, en cas de soulèvement contre les Allemands, en France et en Afrique du Nord³⁶.

³⁰ Télégramme de Thomsen à Berlin, 16. 1. 1941, StS: USA, A. A. Bonn (Ms.).

³¹ KTB/Skl, 24. 1. 1941, Admiralty, London (Ms)

³² Protocole de la session de la sous-commission des Affaires politiques et militaires, 10. 12. 1940, *DFCAA*, vol. III, p. 232.

³³ *DFCAA*, vol. IV, p. 77.

³⁴ Télégramme de Bötticher à Berlin, n° 327, 5. 2. 1941, StS: USA, A. A. Bonn (Ms.).

³⁵ Télégramme de Bötticher à Berlin n° 349, 7. 2. 1941, *ibid.*, (Ms.).

³⁶ Télégramme de Lisbonne à Berlin, 2. 2. 1941, Außen- und militär-

Le Fuehrer est conscient de la situation. Le 19 janvier, il explique à Mussolini, les raisons qui lui permettent pour l'instant de ne pas craindre un danger immédiat, mais aussi les motifs de son inactivité forcée :

«Le Fuehrer déclara... que personnellement il n'avait aucune confiance en la France et que les déclarations de loyauté de Weygand et de Pétain n'y changeraient rien. Cependant, il estimait que Pétain et Weygand... n'avaient pas encore de plans bien définis...»

Par ailleurs, il y a des difficultés concrètes d'intervention. Le Fuehrer les souligne :

«...Si Gibraltar se trouvait aux mains de l'Axe, la solution des problèmes d'Afrique du Nord serait considérablement plus aisée... Malheureusement, Franco n'a pas su reconnaître les nécessités de la situation, ce qui prouve encore une fois que, la plupart du temps, les généraux sont dépourvus de tout sens politique...³⁷.»

La démission de Flandin et l'arrivée au pouvoir de l'amiral Darlan, le 9 février, va, semble-t-il, offrir aux dirigeants du Reich des perspectives inespérées de coopération de la part des Français. Les relations entre Berlin et Vichy entrent dans une phase nouvelle ; l'activité des Américains, également. Continuons à suivre à Berlin les échos de la lutte.

II

La seconde phase débute par une période de renforcement de la collaboration entre Berlin et Vichy, de février à mai 1941, pour se terminer par un renversement subit de la politique française, au début de juin, renversement qui fait perdre aux Allemands l'espoir d'une coopération volontaire de la part du gouvernement Pétain, au début même de la campagne de Russie.

Le rapprochement germano-français des premiers mois de l'année 1941 est dû tant aux succès des armées allemandes en Libye et dans les Balkans — ce qui semble à nouveau rendre une vic-

politische Nachrichten, Ausland I, Nr. 0317/41, 8. 2. 1941, OKW/WPr, US National Archives (Ms.).

³⁷ Conversation Hitler-Mussolini, 19. 1. 1941, *DGFP*, series D, vol. XI, p. 1127ss.

toire du Reich très probable — qu'à la personnalité de l'amiral Darlan qui, en cumulant les postes de vice-président du conseil, ministre des Affaires étrangères, ministre de l'Intérieur et ministre de la Marine, va devenir le personnage le plus influent de la France non-occupée. Sa haine notoire des Britanniques est un atout majeur pour les Allemands. Les Américains, en revanche, conscients de la gravité de la partie qui s'engage, ne peuvent que tenter de renforcer la position du général Weygand et user de tous les moyens pour empêcher le vieux maréchal de se soumettre entièrement aux exigences de Darlan. Parmi ces moyens, l'utilisation de l'aide économique à la France et à l'Afrique française, comme moyen de pression politique, va être des plus efficaces. L'action de propagande se développe parallèlement aux manœuvres diplomatiques classiques. Les Allemands, fort bien informés de ces activités, vont réagir à la fois à Vichy et en Afrique du Nord, en essayant de profiter au maximum de l'attitude favorable de Darlan.

* * *

Les négociations entre les gouvernements américain et français ayant pour but le ravitaillement de la zone non-occupée et de l'Afrique du Nord par les Américains avaient débuté à la fin de 1940. Les Allemands, tenus officiellement au courant des négociations par le gouvernement français, hésitent, au début, quant à l'attitude à adopter. Il semble que l'on soit intéressé à Berlin au succès des négociations dans la mesure où les produits importés d'Amérique sont payés par les fonds français bloqués aux Etats-Unis et transportés par des navires français se trouvant déjà dans les ports américains³⁸. On résoudrait, ainsi, partiellement du moins, le problème du ravitaillement en France, ce qui peut-être pourrait éviter des troubles graves au sein de la population, et l'on ramènerait en eaux sûres des bateaux qui, sans cela, seraient tôt ou tard livrés à la Grande-Bretagne³⁹. Mais on entrevoit égale-

³⁸ Déclaration du colonel Hünermann, 25. 12. 1940, *DFCAA*, vol. IV, p. 114ss.

³⁹ Rapport du lieutenant-colonel Lorber, 3. 4. 1941, *DFCAA*, vol. IV, p. 153.

ment, dans la capitale du Reich, les avantages politiques que les Etats-Unis vont obtenir à Vichy et à Alger en utilisant l'argument du ravitaillement. On apprend par l'ambassade du Reich à Washington que Murphy vient d'être rappelé, au début de mars, pour discuter des incidences politiques possibles du ravitaillement de la France non-occupée par les Etats-Unis⁴⁰.

Le ravitaillement de la zone libre devra se limiter à quelques envois de la Croix-Rouge américaine, par suite de l'opposition des Britanniques, qui craignent de voir les vivres américains s'acheminer vers l'Allemagne. En revanche, en Afrique du Nord, on aboutit, le 26 février, aux accords Weygand-Murphy, qui vont permettre le ravitaillement en denrées alimentaires et matières premières essentielles des territoires français d'Afrique du Nord et d'Afrique occidentale. Un paragraphe apparemment anodin des accords justifie les craintes des Allemands: le gouvernement des Etats-Unis est autorisé à nommer des consuls pour contrôler la distribution des produits que va livrer l'Amérique. Ces consuls, comme on ne l'ignore pas, seront chargés de missions politiques et militaires. Les Américains s'assurent ainsi d'un moyen efficace d'action en Afrique du Nord.

Les autorités allemandes exigent, en vain, que le nombre des consuls américains délégués en Afrique française soit limité et qu'un contrôle soit imposé à leurs activités⁴¹. L'échec de cette demande est cependant compensé par l'accélération d'une évolution dangereuse pour les intérêts français et anglo-saxons: le gouvernement de Berlin remplace les commissions d'armistice italiennes en Afrique du Nord et en Afrique occidentale par des commissions allemandes⁴². Américains et Allemands vont désormais se trouver face à face sur les territoires africains soumis au

⁴⁰ Télégramme de Thomsen à Berlin n° 686, 14. 3. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, Nr. 0583/41, 18. 3. 1941, OKW/WPr, US National Archives (Ms.).

⁴¹ Lettre de Hemmen, fin d'avril 1941, *DFCAA*, vol. IV, p. 481 ss.

⁴² Le remplacement des commissions de contrôle italiennes en Afrique du Nord et en Afrique occidentale par des commissions allemandes a commencé dès la fin de 1940, en particulier à Casablanca. Ce mouvement s'accélère pendant les premiers mois de l'année 1941 et le nombre des membres attachés aux commissions allemandes va atteindre plusieurs centaines.

gouvernement de Vichy. Le succès de leurs activités dépendra de l'attitude des autorités françaises locales, mais aussi de la politique menée à Vichy même.

L'amiral Darlan ne cache pas le peu de crainte que lui inspire l'éventualité d'une intervention américaine dans le conflit. Lorsque, le 13 février, le maréchal Pétain rencontre le général Franco à Montpellier, Darlan — qui accompagne le chef de l'Etat français — déclare que l'aide américaine ne pourra plus empêcher une victoire de l'Allemagne, contrairement à ce que paraît croire le maréchal lui-même⁴³. Pourtant, on se rend compte à Berlin que, malgré l'attitude de l'amiral, l'activité des diplomates américains en France métropolitaine, comme en Afrique française, se développe. Un rapport des services secrets allemands, daté du 14 mars, en donne une esquisse générale :

«a) Le conseiller d'ambassade Murphy a des contacts secrets continuels avec le général Weygand. Les membres de son entourage établissent des rapports détaillés sur l'état de l'opinion en Afrique du Nord.

b) En zone non-occupée, c'est le consul général Bingham qui centralise toutes les opérations de propagande anti-allemande. Il utilise à cette fin des fonds considérables qu'il distribue hebdomadairement à diverses personnalités françaises.

c) La Croix-Rouge américaine organise à partir de Marseille la fuite d'officiers anglais et gaullistes.

d) Enfin, et ceci représente l'essentiel, l'ambassadeur Leahy a su gagner la confiance du maréchal Pétain. La possibilité d'une occupation américaine de Dakar a été évoquée au cours de leurs entretiens. Pétain est réticent sur ce point, mais les militaires ne sont pas entièrement opposés à la suggestion américaine. La seule opposition ferme vient de l'amiral Darlan⁴⁴.»

Un rapport de l'ambassadeur Abetz du 25 mars confirme les informations des services secrets :

«...Les membres de la mission diplomatique américaine à Vichy ont lancé une grande offensive contre l'amiral Darlan et son groupe...»

Abetz rapporte un incident impliquant l'attaché militaire des Etats-Unis qui, publiquement, aurait insulté le secrétaire d'Etat

⁴³ Télégramme de Stohrer à Ribbentrop, n° 603, 17. 2. 1941, *DGFP*, series D, vol. XII, p. 113.

⁴⁴ Note de Heydrich à Ribbentrop, 14. 3. 1941, Inland IIg: Frankreich, A. A. Bonn (MS)

à l'Information, Paul Marion, pour son activité collaborationniste. Darlan aurait exigé le rappel de cet officier, mais le maréchal Pétain se serait contenté d'une protestation auprès de l'ambassade⁴⁵.

L'influence qu'exercent les Américains sur le vieux maréchal se distingue d'ailleurs, pour Abetz, à d'autres signes encore. Ainsi, le maréchal interdit la diffusion, en zone libre, d'un journal qui s'était permis d'attaquer l'amiral Leahy⁴⁶. Par ailleurs, la nomination d'un commissaire aux Affaires juives (Xavier Vallat) s'était heurtée à l'opposition opiniâtre de Pétain qui, de l'avis d'Abetz, était sans aucun doute le résultat de la pression américaine⁴⁷.

Le Fuehrer, informé de l'importance de l'opposition anti-collaborationniste à Vichy, est pessimiste. Le 16 mars, l'amiral Raeder l'a averti à nouveau du danger qu'il y aurait à permettre aux Américains de contrôler l'Afrique du Nord et l'Afrique occidentale française. Raeder demande des mesures énergiques⁴⁸. Hitler ne pense pas que l'on puisse, pour l'instant, faire grand'chose. Il l'explique au Comte Ciano, le 25 mars :

«Maintenant comme avant, le Fuehrer n'a aucune confiance en Vichy. Cependant, on ne peut prendre aucune initiative. Il s'agit essentiellement, aussi longtemps que cela sera possible, de tout faire pour empêcher l'Afrique du Nord de se détacher de la métropole. Cette politique est nécessaire aussi longtemps que les puissances de l'Axe n'auront pas en Tripolitaine des forces militaires suffisantes...⁴⁹.»

Cependant, Darlan et son groupe sont de plus en plus actifs. L'amiral donne aux envoyés du Reich des preuves verbales répétées

⁴⁵ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 962, 25. 3. 1941, StS: USA, A. A. Bonn (Ms.).

⁴⁶ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 1034, 1. 4. 1941, StS: Marokko, A. A. Bonn (Ms.).

⁴⁷ Télégramme d'Abetz à Berlin, n° 1068, 3. 4. 1941, StS: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.). Le 24 mars, Schleier demande à Berlin d'éviter, dans la mesure du possible, de publier trop de détails sur les dispositions anti-juives prises en France, car sous la pression de Washington le gouvernement de Vichy pourrait changer d'attitude sur ce point. Télégramme de Schleier à Ribbentrop, n° 958, 24. 3. 1941, *DGFP*, series D, vol. XII, p. 346.

⁴⁸ FCNA, 18. 3. 1941, *Brassey's*, p. 183ss.

⁴⁹ Conversation Hitler-Ciano, 25. 3. 1941, *DGFP*, series D, vol. XII, p. 357ss.

de sa loyauté. En ce qui concerne l'Amérique, son opinion défavorable se confirme. Il ne croit pas que Roosevelt veuille la victoire des Britanniques et l'aurait déclaré aux fonctionnaires du Quai d'Orsay en entrant en fonctions⁵⁰. Les sentiments qu'il exprime aux Allemands mêmes sont nettement méprisants à l'égard de la politique des Etats-Unis: ainsi, au cours d'un dîner qui a lieu à la fin d'avril à l'ambassade du Reich à Paris, Darlan et Benoist-Méchin affirment que, puisqu'il faut choisir entre les Etats-Unis et l'Europe, c'est l'Europe qu'ils choisissent. Darlan affirme qu'il ne cèdera pas au chantage économique des Américains et Benoist-Méchin s'engage à entreprendre une grande campagne de propagande contre la politique américaine⁵¹. Le 25 avril, Darlan promet à l'ambassadeur Abetz de manœuvrer de telle sorte que la France se trouve officiellement en guerre avec la Grande-Bretagne, dans les plus brefs délais. L'ambassadeur du Reich ajoute:

«Les attaques de plus en plus fortes de la presse anglo-saxonne contre Darlan permettent de reconnaître à quel point l'Angleterre et l'Amérique craignent que la France ne se range sans équivoque aux côtés de l'Allemagne. Aux Etats-Unis, l'entrée en guerre de la France contre l'Angleterre serait le coup le plus terrible pour la politique des interventionnistes parce que la propagande américaine contre l'Allemagne n'est pas dirigée en faisant allusion à l'Angleterre, mais au moyen des sentiments francophiles des Américains⁵².»

Les rapports qui parviennent à Berlin au sujet des relations franco-américaines pendant les derniers jours d'avril 1941 sont contradictoires. Sur le rôle de Weygand, les observateurs ne s'accordent pas. L'ambassadeur du Reich à Madrid annonce à Berlin que l'ambassadeur de France, Pietri, lui aurait affirmé que Weygand s'opposerait par la force à toute tentative de débarquement américain en Afrique⁵³. De source italienne, en re-

⁵⁰ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 1034, 1. 4. 1941, StS: Marokko, A. A. Bonn (Ms.).

⁵¹ Télégramme de Schleier à Berlin, n° 1270, 24. 4. 1941, DGFP, series D, vol. XII, p. 627ss.

⁵² Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, 25. 4. 1941, in: *Pétain et les Allemands, un memorandum d'Abetz*, Paris, Gaucher, 1946, p. 97 ss.

⁵³ Télégramme de Stohrer à Berlin, n° 1368, 21. 4. 1941, StS: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.).

vanche, la Wilhelmstraße apprend la présence aux Etats-Unis d'une mission française arrivée d'Afrique du Nord pour acheter armes et munitions en vue d'un soulèvement⁵⁴. Quant à l'ambassadeur du Japon à Vichy, Suma, il aurait appris de Leahy en personne que le gouvernement américain renonçait à l'idée d'utiliser la France comme base de départ pour le combat contre l'Allemagne, «à cause de la situation interne désespérante⁵⁵». Le chargé d'affaires du Reich à Washington avait d'ailleurs informé Berlin, quelques semaines auparavant, que le Département d'Etat considérerait la mission de Leahy comme un échec⁵⁶.

En fait, la véritable épreuve de force ne fait que commencer. La révolte qui vient d'éclater en Irak contre la Grande-Bretagne, au début de mai, offre aux Allemands l'occasion de mettre à l'épreuve la bonne volonté de Darlan et de lier enfin le gouvernement de Vichy à une politique de collaboration militaire active. Le succès du plan allemand dépendra en bonne partie de la mesure de l'influence réelle des Américains à Vichy.

* * *

Le 11 mai, Hitler reçoit l'amiral Darlan au Berghof. Au cours de l'entretien, le Fuehrer souligne la menace que la politique des Etats-Unis fait peser sur l'empire français :

«Un impérialisme américain est en train de naître», explique Hitler, «et il faut se rappeler, à ce sujet, qu'à une époque précédente la France a déjà perdu certaines régions de l'Amérique au profit des Etats-Unis. Or, il pourrait arriver maintenant qu'elle ait également à céder des territoires africains à l'Amérique. Ceux des Français qui mettent encore leurs espoirs en l'Angleterre devraient réaliser que ce n'est plus l'Angleterre qui a l'initiative, mais l'Amérique. Si l'Angleterre a réussi à développer un appétit tel qu'elle a incorporé un quart du monde dans son empire, combien plus considérable encore sera l'appétit d'un pays beaucoup plus grand, tel les Etats-Unis...⁵⁷.»

⁵⁴ Conversation Heineburg-Zamboni, Berlin, 28. 4. 1941, *ibid.* (Ms.).

⁵⁵ Télégramme de Stohrer à Berlin n° 1408, 24. 4. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, Nr. 0880/41, 25. 4. 1941, OKW/WPr, US National Archives (Ms.).

⁵⁶ Télégramme de Thomsen à Berlin, 24. 2. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, Nr. 0483/41, 3 3. 1941, *ibid.* (Ms.).

⁵⁷ Conversation Hitler-Darlan, 11. 5. 1941, *DGFP*, series D, vol. XII, p. 763 ss.

Lorsque, le même jour, Ribbentrop reçoit l'amiral, il revient sur le problème américain avec plus d'insistance encore et déclare :

«Du point de vue militaire, l'Allemagne et ses alliés ont désormais acquis une position qu'aucune puissance au monde ne pourra ébranler. Lui (Ribbentrop) ne sait pas si l'Amérique s' imagine pouvoir un jour mener la guerre contre l'Europe. En politique, les Américains sont des enfants (Kindsköpfe) et, l'amiral Darlan est certainement d'accord, en matières militaires, pires encore...

...Cependant... Roosevelt se permet son agitation en vue de continuer la guerre. S'il y a un fait qui est absolument clair... c'est que toute l'aide américaine à l'Angleterre est le plus grand bluff de l'histoire... L'Angleterre est perdue, que l'Amérique entre en guerre ou non...

...On doit pourtant prendre en considération la possibilité d'une initiative des Américains contre l'Europe, même si cela ne peut rien changer à l'issue générale du conflit. On doit se rendre compte, par exemple, qu'il ne serait pas bon de voir les Américains s'installer en Afrique. Il serait donc important que l'on comprenne en France la nécessité de mener à l'avenir une politique commune dans l'hémisphère euro-africain...⁵⁸.»

Ainsi, le ministre des Affaires étrangères du Reich essaye tout d'abord de rassurer l'amiral Darlan, de l'immuniser en quelque sorte contre les menaces américaines qui ne tarderont pas si la collaboration prévue est mise en œuvre. Ensuite, par une véritable acrobatie dialectique, il doit le convaincre que ces mêmes Américains sont dangereux et que tout doit être mis en œuvre pour empêcher leur installation en Afrique du Nord. L'amiral est-il convaincu ? Il est difficile d'en juger. Quoi qu'il en soit, il accepte les mesures concrètes qu'exigent les Allemands. Le 28 mai, les représentants des deux pays signent les «Protocoles de Paris», selon lesquels la France s'engage à mettre à la disposition des rebelles irakiens les trois quarts des armes et des munitions stockées en Syrie, à permettre aux avions militaires allemands d'utiliser les aéroports syriens et à l'armée allemande, les routes et chemins de fer de ce pays pour le transport de matériel militaire. En Afrique du Nord, les Français mettent à la disposition des forces allemandes le port de Bizerte et la voie ferrée reliant Bizerte à Gabès. On accepte également de vendre aux Allemands camions et canons et d'utiliser des cargos français

⁵⁸ Conversation Ribbentrop-Darlan, 11. 5. 1941, *ibid.*, p. 755ss.

pour le transport de matériel militaire allemand vers l'Afrique du Nord. Enfin, le port de Dakar est mis à la disposition des Allemands comme base de ravitaillement pour sous-marins, navires de guerre et avions militaires⁵⁹.

A Berlin comme à Vichy on attend la réaction américaine. On craint probablement que le président Roosevelt ne trouve dans la violation flagrante des accords d'armistice franco-allemands et surtout dans la mise à la disposition des forces allemandes de la base de Dakar un prétexte à intervenir. Au début de mai déjà, lorsque l'amiral Darlan avait permis officieusement le transfert de stocks d'armes syriennes aux rebelles d'Irak, l'ambassadeur Abetz lui enjoignait la plus grande discrétion, car il savait, de source sûre, que tous les détails des négociations franco-allemandes parvenaient à l'amiral Leahy⁶⁰. Le 14 mai, Darlan est de retour à Vichy et informe le gouvernement de l'esprit des futurs accords. Le lendemain, le maréchal Pétain en annonce l'essentiel à la radio. Le président Roosevelt répond tout de suite et interprète les paroles du maréchal comme la cession au Reich de l'empire colonial français. Les navires français se trouvant dans les ports américains, y compris le paquebot «Normandie», sont placés sous séquestre, des cargos de vivres à destination de la France métropolitaine sont stoppés. Cependant, le chargé d'affaires d'Allemagne à Washington, Hans Thomsen, et l'attaché militaire du Reich, le général von Bötticher, n'estiment pas que la réaction américaine puisse amener à des mesures concrètes plus graves. Le 16 mai, Thomsen écrit :

«Pour prouver au peuple américain qu'il garde l'initiative en matière de politique étrangère, le président Roosevelt s'efforce de minimiser les succès des puissances de l'Axe en prenant immédiatement des mesures... qui ne comportent que relativement peu de risques... Ceci vaut également pour la déclaration agressive à l'égard du maréchal Pétain et l'action contre les navires français se trouvant dans les ports américains...

L'attitude du président n'est pas, à mon avis, un signe de force; Roosevelt est plutôt réellement étonné et furieux que, par suite de la collaboration

⁵⁹ Texte des Protocoles de Paris *ibid.*, p. 892.

⁶⁰ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 1376, 5. 5. 1941, StS: Frank-reich, A. A. Bonn (Ms.).

croissante entre Berlin et Vichy, les espoirs qu'il avait placés en la mission de l'ambassadeur Leahy se trouvent entièrement ruinés⁶¹.»

L'attaché militaire donne une opinion plus précise :

«La déclaration de Pétain et particulièrement son allusion au fait que la France devait, pour préserver sa position coloniale, collaborer avec l'Allemagne, est considérée ici comme un danger grave pour les plans stratégiques américains... On craint que les colonies qui se sont jointes à de Gaulle ne se tournent à nouveau vers Vichy... ce qui mettrait en danger les plans des Anglo-Saxons qui, en cas de perte du Moyen-Orient, comptent sur un pont terrestre à travers l'Afrique, de l'Afrique équatoriale française à l'Abyssinie. De même, on se préoccupe du danger que court le plan américain de domination de la côte de l'Afrique occidentale... Les déclarations de Roosevelt au peuple français ne sont pas un signe de force, mais bien de faiblesse...⁶².»

L'ambassade du Reich à Paris a, pour sa part, trouvé une méthode ingénieuse pour atténuer les réactions américaines. Le 26 mai, Laval donne une interview à la «United Press», avec l'accord d'Abetz. Celui-ci explique dans un télégramme du même jour les raisons de cette initiative :

«1) Depuis plusieurs jours Darlan est la cible principale des attaques de la propagande anglo-saxonne... il était essentiel que le représentant le plus prestigieux de la politique de collaboration, Laval, fit comprendre aux Américains qu'il soutenait Darlan et qu'il éliminât ainsi tout doute quant à l'unité totale tant au sein du gouvernement de Vichy qu'au sein de l'opinion en zone occupée, contre toute tentative d'immixtion des Américains.

2) Roosevelt prononcera mardi son discours annoncé depuis longtemps. L'un des thèmes principaux de la propagande anglaise en Amérique est 'la nécessité de libérer la France du joug allemand'. Laval pense qu'il est important d'informer l'opinion américaine, avant que Roosevelt ne parle, que la France ne veut pas être 'libérée', mais voit son destin dans une collaboration étroite avec l'Allemagne...⁶³.»

Entre-temps, les diplomates allemands à Washington continuent quotidiennement à envoyer à Berlin les rapports les plus divers sur les réactions américaines aux accords franco-allemands. On

⁶¹ Télégramme de Thomsen à Berlin, n° 1410, 16. 5. 1941, StS: USA, A. A. Bonn (Ms.).

⁶² Télégramme de Bötticher à Berlin, n° 1412, 16. 5. 1941, StS: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.).

⁶³ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 1607, 26. 5. 1941, *ibid.* (Ms.).

croit que le président Roosevelt va tenter de s'emparer de la Martinique⁶⁴. On annonce ensuite que tout le bruit que fait le gouvernement américain au sujet du rapprochement franco-allemand a pour seul but de détourner et l'attention du Congrès de la question très débattue des escortes de navires britanniques par des unités navales américaines sur une partie du trajet à travers l'Atlantique⁶⁵. Il est possible cependant, ajoute-t-on, que les Américains tentent d'établir une base militaire sur la côte africaine, à Freetown⁶⁶. Mais, on ne croit pas à une action militaire des Etats-Unis contre les Açores ou Dakar comme réaction immédiate car, ainsi que l'indique l'attaché militaire du Reich, les Américains n'ont pas, de l'avis même de leur état-major général, le tonnage nécessaire au transport d'une force d'intervention suffisamment puissante, d'autant plus que la non-résistance des Français n'est pas assurée⁶⁷.

Le dénouement de la crise va être rapide et inattendu. Les événements qui se déroulèrent à Vichy au début de juin ont souvent été décrits. Après avoir poussé à l'extrême ses plans de collaboration avec le Reich, l'amiral Darlan bat soudain en retraite et soumet aux Allemands des conditions nouvelles et inacceptables qui mettent fin à toute possibilité de réalisation des Protocoles de Paris. Il est difficile et hors du cadre de cette étude d'analyser les raisons exactes de cette volte-face. Il semble que l'influence américaine, jointe à l'opposition résolue de Weygand, de Boisson et d'Esteva, ait eu un certain effet : le gouvernement de Washington aurait même menacé Vichy de rupture des relations diplomatiques⁶⁸. Quoi qu'il en soit, on ne semble pas avoir été conscient à Berlin du rôle des Américains en cette occasion. Néanmoins, la confiance

⁶⁴ Télégramme de Bötticher à Berlin, n° 1425, 17. 5. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, Nr. 1980/41, 19. 5. 1941, OKW/WPr, US National Archives (Ms.).

⁶⁵ Télégramme de Thomsen à Berlin, 18. 5. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, Nr. 01302/41, 22. 5. 1941, *ibid.* (Ms.).

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ Télégramme de Bötticher à Berlin, n° 1476, 22. 5. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, Nr. 8090/41, 26. 5. 1941, OKW/WPr, *ibid.* (Ms.).

⁶⁸ WILLIAM L. LANGER, *Our Vichy Gamble*, p. 159.

qu'avaient les dirigeants allemands en la possibilité d'une collaboration militaire effective des Français disparaît comme l'indiquent les propos violents de Ribbentrop à Ciano⁶⁹. La résistance des forces de Vichy face à l'attaque britannique contre la Syrie ne change rien à cette opinion. D'ailleurs, le début de la campagne de Russie va créer une situation stratégique nouvelle.

III

Les événements de Russie dominant l'attention de Hitler pendant l'été et l'automne de 1941. Ces événements ne sont cependant pas sans relation avec la menace américaine qui se fait de plus en plus nette. Le Fuehrer donne l'ordre exprès d'éviter tout incident avec les Etats-Unis, tant que la guerre à l'Est ne sera pas victorieusement terminée et tant que l'attitude japonaise restera ambiguë⁷⁰. Cette politique, essentiellement défensive, va directement à l'encontre des plans de la Marine du Reich, mais n'en reste pas moins inébranlable jusqu'au lendemain de l'attaque japonaise contre Pearl-Harbor. L'impossibilité dans laquelle se trouvent les forces navales allemandes de prévenir une initiative américaine contre l'Afrique du Nord et la difficulté qu'il y aurait à acheminer les forces nécessaires pour combattre un débarquement qui semble désormais réalisable, puisque tout l'effort militaire allemand est dirigé vers la Russie, provoquent à Berlin les inquiétudes les plus graves. Un mémorandum, préparé en juillet par l'état-major de la Marine, analyse les conséquences désastreuses que pourrait avoir une telle situation. D'après les experts de la stratégie navale, l'évolution de la guerre dépend de cinq facteurs: a) L'évolution de la campagne de Russie; b) le développement de la situation en Méditerranée; c) l'attitude des Etats-Unis; d) les relations franco-allemandes; e) l'attitude du Japon. Le rapport établit un lien direct entre les point e) et d) et souligne, entre autres, les faits suivants:

⁶⁹ *Ciano's Diplomatic Papers*. Odhams, London, 1948, p. 441 ss.

⁷⁰ *Brassey's*, p. 219—222.

«Il semble de plus en plus clair que l'occupation de l'Islande ne représente qu'un premier pas des Américains qui mènera ensuite à l'occupation de l'Irlande du Nord, des Açores, du Cap Vert et de Dakar. Il est probable que l'adversaire essaiera d'accélérer la réalisation de ses plans pour profiter de l'engagement de l'armée allemande à l'Est et de l'impréparation de la défense française en Afrique occidentale... La signification de l'occupation des bases que l'on vient de mentionner serait vraiment décisive pour l'évolution de la guerre. Une occupation par l'ennemi signifierait en fait pour l'Allemagne: a) un blocus total...; b) l'impossibilité de continuer à utiliser des unités de surface dans la bataille de l'Atlantique; c) des difficultés considérables dans l'utilisation des sous-marins et de l'aviation contre les lignes de communications atlantiques; d) la disparition des bases de ravitaillement françaises — et donc allemandes — de l'Afrique occidentale; e) une menace contre le Maroc français et, par conséquent, contre l'ensemble des positions germano-italiennes d'Afrique du Nord...»

Le rapport suggère, entre autres mesures, la nécessité immédiate d'un renforcement de la collaboration militaire germano-française pour faire face à ces périls, même au prix de concessions importantes accordées à la France...⁷¹.

Les suggestions de la Marine restent sans effet. Par contre, la résistance acharnée des Russes et l'apparente imminence de l'intervention militaire des Etats-Unis renforcent, à Vichy et en Afrique, les adversaires de la collaboration. Les rapports affluent à Berlin, pendant les mois d'été, pour indiquer l'ampleur des activités américaines.

Les services de renseignements en France métropolitaine comme en Afrique du Nord s'accordent à souligner les effets dangereux de la propagande qu'exercent les Etats-Unis, grâce à leurs livraisons alimentaires⁷², ainsi que de l'infiltration continue d'agents américains en Afrique, sous couvert d'activités économiques⁷³. Mais c'est le développement de l'activité ouverte des diplomates américains qui inquiète particulièrement les autorités du Reich:

«Leahy renforce sa position», lit-on dans un rapport des services de renseignements, «en convaincant les Français que le gouvernement améri-

⁷¹ Denkschrift zum gegenwärtigen Stand der Seekriegführung gegen England, Juli 1941, Skl/Ib, Nr. 1315/41, Admiralty, London (Ms.).

⁷² Inf III, Marseille, 27. 6. 1941, StS: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.).

⁷³ Télégramme d'Auer à Berlin, n° 102, 15. 7. 1941, StS: Marokko, A. A. Bonn (Ms.).

cain peut obtenir des Anglais le relâchement d'un certain nombre de navires français. La remise à la France du pétrolier 'Schéhérazade' semble confirmer ces promesses...⁷⁴.»

Le caractère de la propagande officielle française indique également l'évolution qui s'amorce. Le 29 juillet, Abetz déclare à Benoist-Méchin que «l'on est désagréablement surpris [à Berlin]», par la façon dont la radio et la presse de la zone non occupée «ménagent les cercles de fauteurs de guerre aux Etats-Unis...⁷⁵». L'ambassadeur du Reich explique à Ribbentrop, quelques jours plus tard, que le maréchal vit dans l'illusion qu'il pourra à la fois garder de bonnes relations avec l'Allemagne et améliorer ses relations avec les Etats-Unis⁷⁶.

Simultanément, les Allemands croient percevoir un affaiblissement de la position de l'amiral Darlan et de son groupe. Les services allemands attribuent cet affaiblissement à la situation objective créée par l'échec français en Syrie, la résistance des Russes et «l'approche de l'entrée en guerre des Etats-Unis». On note le transfert du ministère de l'Intérieur, jusqu'ici détenu par l'amiral, à l'un de ses ennemis, Pucheu; la nomination de l'anglophile Lehideux à l'Equipe national, et surtout le rappel d'Afrique du Nord de l'homme de Darlan, l'amiral Abrial, ce qui laisse Weygand maître absolu de la situation. Or, conclut le rapport, «Weygand suit à la lettre les instructions des Américains⁷⁷». L'ambassadeur Abetz confirme les informations des services de renseignements. D'après lui Leahy aurait menacé Pétain qu'en cas de collaboration militaire de la France avec l'Allemagne en Afrique du Nord et en Afrique occidentale, l'Amérique reconnaîtrait officiellement de Gaulle et donnerait son appui aux mesures prises par les forces gaullistes contre les possessions françaises dans l'hémisphère occidental. Darlan occupe, dans ces conditions, une position difficile au sein du Cabinet parce qu'on lui fait le reproche d'avoir causé la perte

⁷⁴ Inf. III, Marseille, 14. 7. 1941, StS: USA, A. A. Bonn (Ms.).

⁷⁵ Télégramme d'Abetz à Berlin, n° 227, 29. 7. 1941, *Pétain et les Allemands*, p. 113.

⁷⁶ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 2367, 8. 8. 1941, StS: Frankreich — A. A. Bonn (Ms.).

⁷⁷ Inf. III, Marseille, 21. 7. 1941, StS: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.).

de la Syrie par suite de la collaboration militaire avec l'Allemagne, de provoquer des attaques contre les possessions africaines et de faire courir le danger aux Antilles et à la Martinique d'être perdues au bénéfice des Anglo-Saxons⁷⁸.

En outre, les informations qui parviennent à Berlin d'Afrique du Nord même ne sont pas bonnes, et ceci malgré les déclarations de loyauté du général Noguès qui, en juin, avait affirmé au représentant diplomatique allemand à Casablanca que, tout comme en Syrie, les forces françaises d'Afrique du Nord se défendraient contre une initiative militaire des Anglo-Saxons⁷⁹. En effet, un rapport des services de renseignements du 30 juillet indique que les négociations entre Weygand et les Américains se poursuivent sans arrêt et que, sous couvert de contrôle économique, l'infiltration d'agents américains en Afrique ne cesse de croître⁸⁰. Le même jour, les services de déchiffrement de la Marine captent le texte d'un télégramme adressé le 24 juillet par le Département d'Etat au consul général des Etats-Unis à Dakar, Wasson, lui demandant d'informer immédiatement Washington s'il y a un filet anti-sous-marin dans la baie de Dakar...⁸¹. Le 3 août, le haut-commissaire espagnol au Maroc exprime à l'ambassadeur du Reich à Madrid ses craintes concernant l'infiltration d'agents anglo-américains qui étudient systématiquement toutes les possibilités d'un débarquement. De plus, il met en doute la loyauté du général Noguès⁸².

Le 12 août, le service de déchiffrement de l'Abwehr transmet à Ribbentrop les textes de plusieurs télégrammes diplomatiques américains, dont celui que le consul général des Etats-Unis à Alger adresse au Département d'Etat le 5 août, ainsi qu'un télégramme de Murphy à Sumner Welles du 21 juillet, l'un et l'autre décrivant

⁷⁸ Télégramme d'Abetz à Berlin, n° 2367, 8. 8. 1941, *Pétain et les Allemands*, p. 115.

⁷⁹ Télégramme d'Auer à Berlin, n° 80, 19. 6. 1941 StS: Marokko, A. A. Bonn (Ms.).

⁸⁰ Inf. III, Marseille, 30. 7. 1941, StS: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.).

⁸¹ Skl/Chef MND (Marine-Nachrichtendienst) an Skl, 30. 7. 1941, Admiralty, London (Ms.).

⁸² Télégramme de Stohrer à Berlin n° 2566, 3. 8. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, Nr. 01543/41, 4. 8. 1941, OKW/WPr, US National Archives (Ms.).

des entretiens avec le général Weygand: le général ne cache pas ses sentiments anti-allemands et sa sympathie pour les Américains, mais ne semble pas encore disposé à prendre l'initiative d'une dissidence nord-africaine; ce n'est qu'en cas d'attaque allemande contre les territoires soumis à son autorité que Weygand passerait ouvertement au côté des ennemis de l'Axe. Les deux rapports donnent l'impression que l'attitude du général évolue et qu'il se rapproche de plus en plus de la politique que lui suggère Washington⁸³. Les renseignements qui parviennent à Berlin concernant les entretiens Roosevelt-Churchill des 10, 11 et 12 août, confirment les informations précédentes: une action contre les bases françaises d'Afrique va être préparée dès que s'achèveront les négociations entre les Américains et Weygand⁸⁴.

Tout indique donc à Berlin qu'à défaut d'une défense plus efficace, il faut absolument que Weygand soit éloigné d'Afrique du Nord. L'amiral Darlan, de son côté, désire, pour des raisons tant personnelles que politiques, mettre fin à l'activité du général qui menace sa position. Le dernier épisode important de la lutte d'influence entre Américains et Allemands à Vichy, avant l'entrée en guerre des Etats-Unis, va s'ouvrir. Avant de l'aborder, quelques lignes cependant sont nécessaires pour décrire un épisode secondaire, mais qui éclaire à la fois un aspect peu connu de l'histoire des relations franco-allemandes de l'époque, ainsi que l'importance qu'on attache à Berlin à toute arme de propagande contre le gouvernement de Roosevelt.

* * *

Le 5 juillet 1941, Ribbentrop informe Abetz que le gouvernement du Reich est disposé à livrer aux autorités de Vichy l'ex-président du conseil, Paul Reynaud, et l'ex-ministre, Georges Mandel, à condition que ceux-ci restent emprisonnés à vie et ne puissent en aucune façon s'échapper à l'étranger. Le ministre des Affaires étrangères du Reich exige, en contre-partie, que

⁸³ Télégramme de Cole au Département d'Etat n° 378, 5. 8. 1941; Télégramme de Murphy à Sumner Welles, n° 338, 21. 7. 1941, transmis à Ribbentrop par Weizsäcker, 12. 8. 1941, RAM, A. A. Bonn (Ms.).

⁸⁴ Inf. III, Marseille, n° 495, 22. 8. 1941, StS: USA, A. A. Bonn (Ms.).

le gouvernement français lui remette tous les documents en sa possession concernant la collusion de Reynaud et de Mandel avec les Américains, et particulièrement avec l'ambassadeur Bullitt. Le ministre informe son ambassadeur qu'on a la preuve à Berlin que Reynaud et Mandel faisaient tout pour amener un conflit avec l'Allemagne, de connivence avec le gouvernement américain, mais les documents exacts nécessaires à une action de propagande manquent...⁸⁵. Le 18 août, Abetz informe Ribbentrop que le matériel documentaire demandé n'a pas été trouvé; cependant le gouvernement de Vichy espère encore que des documents intéressants seront mis à jour au procès de Riom...⁸⁶.

* * *

Lorsque, dans le rapport qu'il rédigea en 1943 au sujet des relations entre le gouvernement de Vichy et le Reich, l'ambassadeur Abetz en vient à analyser les événements de l'automne 1941, il résume la situation en ces termes :

«Malgré les défaites et les déceptions que Darlan avait subies à Berlin et à Vichy au cours du printemps et de l'été 1941, et en dépit de la situation psychologique difficile dans laquelle avait été placé son Cabinet, par suite d'exécutions d'otages, il ne renonça pas à ses tentatives visant à une collaboration militaire avec l'Allemagne.

L'une des objections allemandes les plus fréquentes à la possibilité d'une collaboration franco-allemande en Méditerranée et en Afrique du Nord avait trait au général Weygand.

Il semblait que le fait que les tentatives en vue d'une politique franco-allemande constructive eussent échoué jusqu'à présent devait être attribué, dans une large mesure, à la méfiance allemande à l'égard du général Weygand, et en conséquence, Darlan fut gagné, par ses nouveaux ministres, en premier lieu par Benoist-Méchin, à l'idée du rappel de Weygand...⁸⁷»

Le 16 septembre, Abetz écrit :

«Weygand a exploité la situation économique difficile de l'Afrique du Nord, où par exemple la moisson n'aurait pu être rentrée sans l'importation d'essence américaine, pour se créer une plus grande autonomie, en vue de pourparlers directs avec les Etats-Unis. A l'heure actuelle, les Américains

⁸⁵ Télégramme de Ribbentrop à Abetz, n° 605, 5. 7. 1941, StS: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.).

⁸⁶ Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 2450, 18. 8. 1941, *ibid.* (Ms.).

⁸⁷ *Pétain et les Allemands*, p. 117.

ont rassemblé les meilleurs de leurs représentants diplomatiques et consulaires stationnés en Afrique du Nord, à Alger, où ils cherchent, de plus en plus activement, à attirer Weygand et son entourage dans leur camp⁸⁸».

Les semaines suivantes seront dominées par les pressions et contre-pressions qui vont se développer à Vichy pour obtenir ou pour empêcher le rappel de celui que les Allemands considèrent comme l'homme des Américains et leur ennemi le plus dangereux en Afrique, le général Weygand.

Il semble que, dès le mois de juillet, l'amiral Darlan ait songé aux moyens d'éloigner Weygand d'Afrique du Nord. Le 25 juillet, en effet, Benoist-Méchin informe un membre de l'ambassade du Reich à Paris que l'ambassadeur de Vichy à Washington, Henry-Haye, va quitter son poste pour raisons de santé et que l'on pense envoyer le général Weygand dans la capitale américaine, «car ses activités en Afrique du Nord compliquent par trop la situation...⁸⁹». Le maréchal Pétain, pour une raison difficile à entrevoir, se laisse gagner au jeu de Darlan. Le 7 août il fait publier un décret déterminant la division des compétences entre le vice-président du conseil (Darlan) et le délégué général du gouvernement en Afrique du Nord (Weygand) qui, en fait, soumet Weygand à l'autorité de Darlan. Comme l'indique un rapport de la délégation allemande à la commission d'armistice de Wiesbaden, «il s'agit là d'une limitation considérable de la liberté d'action de Weygand et d'un renforcement significatif de la position de Darlan⁹⁰». Le 18 août, Darlan en personne annonce à Abetz qu'on a décidé à Vichy de transférer Weygand comme ambassadeur à Washington, «ce qui flatterait l'amour-propre très sensible du général, sans qu'il puisse causer de grands dommages, compte tenu de la situation actuelle aux Etats-Unis...⁹¹».

⁸⁸ Télégramme d'Abetz à Berlin, 16. 9. 1941, *ibid.*, p. 118.

⁸⁹ Télégramme de Fiehl à Berlin, n° 2222, 25. 7. 1941, StS: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.).

⁹⁰ Rapport de la délégation allemande auprès de la Commission d'Armistice, n° 1430, 10. 8. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, Nr. 01359/41, 11. 8. 1941, OKW/WPr, US National Archives (Ms.).

⁹¹ Télégramme d'Abetz à Berlin, n° 2450, 18. 8. 1941, StS: Frankreich A. A. Bonn (Ms.).

Cependant, les Allemands peuvent-ils vraiment se fier aux promesses de l'amiral Darlan, sans parler de celles du maréchal Pétain? Il semble que, sur le moment, on puisse en douter à Berlin. Le 5 septembre, en effet, Abetz informe Ribbentrop d'une évolution peu réjouissante de la politique française qui, par voie de conséquence directe, ne peut manquer d'avoir une influence sur la position de Weygand:

«La politique extérieure française», écrit l'ambassadeur du Reich, «tend de plus en plus à une amélioration des relations avec les Etats-Unis. Darlan continue à s'exprimer très violemment contre Churchill et les Anglais, mais manifeste de moins en moins son manque de confiance en Leahy, car celui-ci semble s'être posé, très habilement, en ennemi des Anglais et même en adversaire de la politique de Roosevelt...

...Par ailleurs, les voix ne manquent pas, au sein du cabinet français, pour conseiller une politique d'expectative, compte tenu de la résistance russe. On établit, dans ces milieux, une relation entre la situation en Russie et la politique américaine et l'on pense que ce n'est pas seulement l'Allemagne qui sortira victorieuse de cette guerre, mais également les Etats-Unis. Par conséquent, la France pourrait profiter aux maximum des conditions de paix, si elle réussit à garder des relations également bonnes avec ces deux puissances...

...Je considère qu'il est essentiel de maintenir ces temps-ci un contact étroit avec le gouvernement français pour faire obstacle à la propagande américaine...⁹².»

L'évolution que signale Abetz est confirmée par des rapports qui parviennent à Berlin via Lisbonne⁹³ et Bucarest⁹⁴. Par ailleurs, les informations d'Afrique du Nord donnent l'impression que la collusion entre Français et Américains est passée au stade des négociations concrètes, de grande envergure. Le 23 septembre, l'ambassadeur du Reich à Madrid rapporte qu'une réunion secrète aurait eu lieu à Alger, le 16 septembre, à laquelle participaient Murphy d'une part, Weygand, Noguès et Boisson d'autre part. Murphy aurait demandé une sécession des colonies africaines et un ralliement à la cause britannique, en promettant que les Etats-Unis livreraient immédiatement le matériel militaire nécessaire pour faire face à toute éventualité. Les

⁹² Télégramme d'Abetz à Ribbentrop, n° 2674, 5. 9. 1941, *ibid.* (Ms.).

⁹³ Télégramme de Huene à Berlin, n° 1973, 15. 9. 1941, *ibid.* (Ms.).

⁹⁴ Télégramme de Neubacher à Berlin, n° 3076, 25. 9. 1941, *ibid.* (Ms.).

Français auraient donné leur accord de principe, si les Allemands continuaient à être retenus sur le front Est pendant l'hiver⁹⁵. Le même jour, une nouvelle identique parvient à Berlin par l'intermédiaire de l'ambassadeur du Reich à Rome, von Mackensen⁹⁶. Le transport rapide de matériel militaire américain vers les côtes de l'Afrique occidentale française semble d'ailleurs devoir bientôt être considérablement facilité par l'établissement d'une nouvelle ligne de la «Pan American Airways» du Brésil à Freetown. L'attaché militaire du Reich à Washington informe son gouvernement que la ligne sera ouverte avant l'hiver et que, lorsque suffisamment de matériel militaire sera stocké dans le Golfe de Guinée, Weygand passera du côté anglo-saxon⁹⁷. Le 24 septembre, Bötticher nomme pour la première fois «l'organisation du colonel Donovan» en relation avec les préparations que l'on fait pour amener Weygand et ses 200 000 hommes du côté anglo-russe⁹⁸.

Le danger du maintien de Weygand en Afrique du Nord devient suffisamment grave aux yeux des Allemands pour qu'une intervention énergique soit effectuée à Vichy afin d'exiger son rappel immédiat. Dans le rapport écrit en 1943 et que nous avons déjà cité, Abetz est très laconique au sujet de la pression exercée à cet effet :

«Les cérémonies d'inhumation du ministre de la Guerre, le général Huntziger, ...donnèrent à l'ambassadeur Abetz l'occasion de faire une visite au maréchal Pétain à Vichy et il en profita pour soutenir efficacement une attaque de Darlan et de Benoist-Méchin en vue du rappel de Weygand...⁹⁹.»

En fait, c'est un ultimatum que les Allemands adressèrent, le 18 novembre, au gouvernement de Vichy. Le jour même le général Weygand, arrivé entre-temps à Vichy, était destitué de ses fonc-

⁹⁵ Télégramme de Stohrer à Berlin, n° 3285, 23. 9. 1941, StS: USA, A. A. Bonn (Ms.).

⁹⁶ Télégramme de Mackensen à Berlin, n° 2303, 23. 9. 1941. *ibid.* (Ms.).

⁹⁷ Télégramme de Bötticher à Berlin, n° 2897, 21. 8. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, 13. 9. 1941, OKW/WPr, US National Archives (Ms.).

⁹⁸ Télégramme de BÖTTICHER à Berlin, n° 3270, 19. 9. 1941, Außen- und militärpolitische Nachrichten, Ausland I, Nr. 01467/41, 24. 9. 1941, *ibid.* (Ms.).

⁹⁹ *Pétain et les Allemands*, p. 118.

tions. Le maréchal Pétain informe l'ambassadeur Leahy de l'événement :

«Par suite de la pression exercée par les Allemands depuis plusieurs mois et qui, ce matin, a pris une forme impérative, le maréchal a pris la décision de supprimer la délégation générale en Afrique, ce qui implique le rappel du général Weygand...¹⁰⁰.»

Il semble que le gouvernement de Vichy, en acceptant l'ultimatum allemand, n'ait pas craint une réaction américaine particulièrement vive, malgré le fait que, quelques jours avant l'événement, l'amiral Leahy ait apparemment menacé de quitter la France si Weygand était rappelé. Abetz, à qui ces détails furent transmis par un agent en contact avec l'ambassade américaine, apprend par la même occasion qu'il s'agit là d'une simple manœuvre d'intimidation, car la même source prévient que Leahy n'a pas l'intention d'exécuter sa menace¹⁰¹. Il est probable qu'Abetz transmet l'information au gouvernement de Vichy. Quelques jours plus tard, l'ambassadeur du Reich informe Berlin, avec satisfaction, que la menace américaine d'interrompre définitivement le ravitaillement de l'Afrique du Nord reste sans effet sur le gouvernement de Vichy¹⁰².

«Le Fuehrer est content du départ de Weygand», note le général Halder dans son journal, le 19 novembre¹⁰³. Cependant, la satisfaction de Hitler est mitigée et la situation nord-africaine lui paraît encore loin d'être rassurante. Le 29 novembre, il fait part de ses préoccupations au comte Ciano :

«L'Italie pourrait jouer un rôle important», explique le Fuehrer, «en faisant tous les efforts pour tenir l'Afrique du Nord. Il est absolument essentiel que l'Allemagne et l'Italie ne soient pas expulsées de cette région. La situation en Afrique du Nord française s'est légèrement améliorée par suite du rappel de Weygand, mais, là également, elle ne sera dé-

¹⁰⁰ Télégramme de Leahy à Washington, 18. 11. 1941, cité dans WILLIAM L. LANGER, *Our Vichy Gamble*, p. 193.

¹⁰¹ Télégramme d'Abetz à Berlin, n° 3521, 10. 11. 1941, StS: Frankreich, A. A. Bonn (Ms.).

¹⁰² Télégramme d'Abetz à Berlin, n° 3682, 21. 11. 1941, *ibid.* (Ms.).

¹⁰³ Generaloberst Franz Halder, *Kriegstagebuch*, 19. 11. 1941, Institut für Zeitgeschichte, Munich (Ms.).

finitivement stable que si l'Allemagne et l'Italie réussissent à renforcer leur domination sur le reste de l'Afrique du Nord...¹⁰⁴.»

C'est peut-être pour rassurer le maréchal Pétain quant aux conséquences de la décision prise contre «l'homme des Américains», que Goering affirme, le 1^{er} décembre, à St-Florentin, que l'idée que les Etats-Unis pourraient jouer un rôle décisif dans cette guerre était «grotesque¹⁰⁵». A Berlin, cependant, l'inquiétude croît: «L'idée de provoquer l'entrée en guerre des Américains plait aux Allemands de moins en moins», note Ciano dans son journal, le 4 décembre¹⁰⁶. Quatre jours plus tard, l'Amérique est plongée dans le conflit.

Moins d'un an après la défaite apparente des Américains à Vichy et en Afrique du Nord, les forces alliées débarquent, presque sans coup férir, en Afrique occidentale et en Afrique du Nord française. Le tremplin stratégique est occupé. Les conditions essentielles à la destruction du Reich sont établies. Le reste, grâce à la résistance russe, n'est plus que question de temps.

* * *

Nous avons indiqué, dans l'introduction, les raisons pour lesquelles, une intervention militaire allemande destinée à assurer au Reich le contrôle des bases françaises d'Afrique n'a pas eu lieu. Il nous semble que la thèse de l'indifférence de Berlin face aux conséquences graves que la pénétration américaine en Afrique du Nord laissait présager ne peut être maintenue, malgré ce que suggèrent certains auteurs.

Cependant, on ne peut, dans ce cas, que s'en tenir à des hypothèses, car les documents qui éclaireraient la pensée stratégique de Hitler sont trop rares et appartiennent en général aux archives de la Marine du Reich. Or, comme l'a déjà remarqué, il y a quelques années, le professeur Bullock, les conclusions concernant la stratégie globale de l'Allemagne, que l'on peut tirer d'une analyse

¹⁰⁴ Entretien Hitler-Ciano, 29. 11. 1941, Schmidt, A. A. Bonn (Ms.).

¹⁰⁵ Entretien Goering-Pétain, 1. 12. 1941, Schmidt, A. A. Bonn (Ms.).

¹⁰⁶ GALEAZZO CIANO, *Journal politique 1939—1943* (2 vols.). Editions de la Baconnière, Neuchâtel, 1946, vol. 2, p. 80

des conférences navales du Fuehrer, ne cadrent souvent pas avec les conclusions que suggèrent les fragments des «conférences militaires» qui nous sont parvenus¹⁰⁷. Ce qui cependant reste certain, c'est que, dès 1941, Hitler s'est trouvé confronté par une série de menaces d'égale gravité, alors que ses forces insuffisantes ne pouvaient être utilisées qu'en fonction d'un système compliqué de priorités qui laissait une part considérable à la chance. Or, c'est justement les points faibles, comme l'Afrique, que les Alliés surent reconnaître et exploiter. Ainsi replacé dans le contexte stratégique global, le travail préparatoire des Américains à Vichy et en Afrique du Nord allait, à partir de 1942, porter tous ses fruits.

¹⁰⁷ ALAN BULLOCK, *Hitler, A Study in Tyranny*. Odhams, London, 1952, p. 8.